

Communiqué

Paris, le 5 novembre 2012

RAPPORT GALLOIS : LA COMPETITIVITE ENERGETIQUE, CONDITION DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

L'UNIDEN se félicite du fait que le rapport de Louis Gallois sur la compétitivité consacre un chapitre à la politique énergétique française, rejoignant les préoccupations des industries énergie-intensives.

Pour ces industries en situation de concurrence mondiale, la maîtrise des coûts énergétiques est un facteur essentiel de compétitivité. En France, leurs usines sont liées à de nombreux emplois : les seuls électro-intensifs représentent 50 000 emplois directs et 100 à 120 000 emplois indirects. Situées en amont de filières fortement intégrées, ces usines (acier, aluminium, autre métallurgie, chlore...) sont vitales pour le maintien de nombreux autres emplois industriels et de services aux industries.

Or, les membres de l'UNIDEN, qui ont des usines dans le monde entier, observent que la compétitivité énergétique de la France est en recul par rapport à certaines régions du monde et à d'autres Etats membres de l'Union européenne.

Electricité : refaire du nucléaire un atout industriel

Il est souvent admis que le prix de l'électricité est un atout français, historiquement lié au choix nucléaire. Cet atout est remis en question par les incertitudes sur l'avenir de la filière et par l'absence de visibilité sur l'évolution des conditions d'accès à l'énergie (mode de fixation du prix, fiscalité, coût du transport de l'électricité).

Alors que les concurrents directs du site industriel France, l'Allemagne en tête, prévoient des aménagements pour les électro-intensifs (exonération du transport, taxe énergies renouvelables quasi nulle, rémunération des effacements de consommation électrique des industriels, compensation de la hausse du prix de l'électricité qui découlera de la mise aux enchères, à partir de 2013, des quotas de CO2...), les décisions comparables tardent à être prises en France. Résultat : en Allemagne, le prix de l'électron est supérieur, mais la facture électrique finale des électro-intensifs est nettement inférieure.

Gaz : explorer toutes les pistes pour éviter le décrochement définitif de l'Europe

S'agissant du gaz naturel, la révolution des gaz de schiste aux Etats-Unis conduit à un écart de prix avec l'Europe de l'ordre de 1 à 3 ou 4, en notre défaveur. Pour certains de nos groupes industriels, le surcoût atteint plusieurs centaines de millions d'euros par an, alors qu'un important mouvement de réindustrialisation est observé aux Etats-Unis, avec la création des centaines de milliers d'emplois. Sans une relance résolue de la politique énergétique, les industries gazo-intensives, notamment celles qui utilisent le gaz comme matière première, ne pourront durablement se maintenir en Europe.

L'UNIDEN souligne donc la nécessité :

- de confirmer clairement l'option de la prolongation du parc nucléaire existant, déjà amorti, moyennant les investissements nécessaires, et d'y arrimer les industries fortement consommatrices d'électricité par des outils complémentaires à l'ARENH ; comme l'affirme le rapport Gallois, « *l'évolution du parc nucléaire doit tenir compte de l'énorme capital investi et du fait qu'il est largement amorti. (...) La durée d'exploitation des centrales devrait relever en fait de l'appréciation de l'ASN sur leur état et sur les mesures prises pour retarder leur vieillissement* ».
- de relancer la recherche sur le potentiel de la France en matière de gaz de schiste, afin d'évaluer nos ressources, d'étudier le rôle potentiel des industriels et des chercheurs français dans le développement de modes d'exploitation propres, avant de faire un choix éclairé ; comme le souligne le rapport Gallois, « *dans la plupart des scénarii de transition énergétique, la part du gaz augmente ou ne se réduit pas à moyen terme* » ;
- d'utiliser tous les leviers technico-réglementaires favorisant la maîtrise et la prévisibilité des coûts énergétiques pour les énergie-intensifs, comme le font tous les pays qui accordent une priorité à leur politique industrielle.

Le débat national sur l'énergie, auquel l'UNIDEN entend prendre toute sa part, devra déboucher sur une politique énergétique compétitive qui permettra le maintien d'usines énergie-intensives en France. Les leviers de politique énergétique utilisés par un certain nombre de pays présentent l'intérêt d'être bien identifiés et d'alimenter la croissance plutôt que de peser sur elle.

Et ici encore, l'UNIDEN fait sienne cette recommandation du rapport Gallois : « *Dans la transition énergétique qui s'engage, (...) (les énergies renouvelables) devront s'insérer dans le mix énergétique dans des conditions qui ne renchérissent pas le coût de l'énergie pour l'industrie.* »

Contact : Fabrice Alexandre - 01 47 42 53 00 - f.alexandre@cominst.com

L'UNIDEN représente les industries consommatrices d'énergie en France, entreprises pour lesquelles la maîtrise des coûts énergétiques constitue un facteur essentiel de compétitivité. Les 41 membres de l'UNIDEN représentent environ 70% de la consommation énergétique industrielle en France et sont présents dans l'agro-alimentaire, l'automobile, la chimie, les ciments et chaux, l'électronique, les métaux, le papier, le verre...

www.uniden.fr